

NOTES DE LA RENCONTRE SOCIALISTE TRANSFRONTALIERE DE MEYRIN 5 SEPTEMBRE 2015

René Longet ouvre la rencontre à 18h45 en soulignant que l'immobilisme des uns (la droite traditionnelle) et la volonté de diviser des autres (les populistes) s'alimentent mutuellement. Les distorsions dans notre région sont réelles et il faut vraiment mettre la vitesse supérieure en tant que Socialistes, et montrer aux populations que nous sommes là pour créer davantage d'équilibre et d'équité sur ce territoire partagé. Il présente les 9 intervenant-e-s, 3 élu-e-s fédéraux et 6 membres d'un exécutif, dont le président du conseil d'Etat vaudois. Les intervenants prendront ensuite la parole dans l'ordre prévu au programme. Il remercie chaleureusement la section de Meyrin et le PSG pour l'accueil, l'implication dans l'organisation, la réservation et l'aménagement des locaux qui nous reçoivent ce soir. Sont présents environ 90 camarades.

Nathalie Leuenberger, conseillère administrative de Meyrin

Souhaite au nom de la section et en sa qualité d'élu socialiste à l'exécutif de la ville une cordiale bienvenue à Meyrin. Elle remercie chaleureusement toutes et tous pour leur présence et les initiants de cette rencontre pour avoir choisi la Ville de Meyrin pour l'accueillir.

C'est une démarche importante dont elle aimerait pouvoir se souvenir, d'ici quelques années, comme d'un événement ayant compté dans le fondement de notre rassemblement transfrontalier. Ici, nous avons l'opportunité de réunir nos forces et d'échanger nos idées pour formuler, ensemble et dans une vision d'avenir, des propositions concrètes qui puissent répondre aux défis quotidiens auxquels font face les plus de 945'000 personnes qui vivent dans notre agglomération franco-valdo-genevoise.

Elle souhaite que nous puissions nous sentir inspirés par l'élan de solidarité qui règne au sein de notre territoire de moins de 10km², sur lequel cohabitent près de 23'000 personnes, dont plus de 44% d'origine étrangère. Des habitants qui, majoritairement, expriment leur attachement à leurs lieux de vie et un sentiment de bien vivre-ensemble. Certainement que les prestations délivrées par la mairie au service de la population y contribuent, comme par exemple la mise à disposition de cette aula dans laquelle cet événement est accueilli ce soir, ainsi que le restaurant scolaire.

Parmi les projets en cours, la construction d'un écoquartier de 1'200 logements et des 3'000 nouveaux habitants à venir, des personnes qui depuis 3 ans s'impliquent dans une démarche participative. Meyrin se caractérise par son riche tissu associatif et bénévole, pour que chacun-e garde à l'esprit que l'ouverture consiste à accepter d'aller à la rencontre de l'autre, que les personnes présentes sont les bonnes personnes, que chacun peut, même modestement, faire sa part, et que, nous, socialistes, pouvons fièrement défendre notre proposition d'un projet de société qui ne laisse personne sur le bas côté, de ce côté-ci comme de l'autre côté de la frontière.

Denis Linglin, Maire de Sergy (Ain)

Il excuse quelques collègues du département de l'Ain : le lancement aujourd'hui de la campagne des Régionales, avec élections en décembre dans la nouvelle Région AURA, Auvergne-Rhône-Alpes, a retenu plusieurs de nos camarades qu'il prie d'excuser.

Il y a presque 50 ans, il venait dans cette école de Meyrin jouer au volley-ball et faisait du judo à Gex. Il était doctorant au CERN où les discussions avaient démarré pour s'étendre côté français. Déjà, à cette époque, où d'ailleurs le coût de la vie était plutôt moins élevé en Suisse qu'en France, on gommait la frontière.

Hier se tenait une réunion au Forum-Meyrin, dédiée à la culture dans l'agglomération de Genève. Nathalie Leuenberger qui l'accueillait au nom de la ville de Meyrin rappelait qu'en 1933, Meyrin et ses 2'000 habitants inaugurait sa 1ère salle municipale, aujourd'hui salle Antoine-Verchère à 200 m d'ici derrière l'église, et naturellement, les maires gessiens comme ceux du Mandement étaient là pour l'inauguration. Selon les souvenirs des anciens, la frontière pesait moins en 1933 qu'elle ne pèse aujourd'hui.

Alors, la frontière ? Trait d'union ou séparation (*comme écrit sur l'invitation*) ? Couture ou coupure (*comme disait Sami Kanaan hier encore à Meyrin*) ? Résident gessien depuis 40 ans et élu local depuis 25 ans, il a contribué à la construction de cette agglo depuis l'époque de l'Agedri, au début des années 90. Il est donc un partisan naturel de la construction de l'agglo, mais pas n'importe laquelle.

La collaboration transfrontalière connaît actuellement des ratés. Ce n'est pas en courant après les thèses du MCG que la droite genevoise fera progresser l'agglo. La fiscalité, la santé, l'emploi, les infrastructures, le parcours du combattant de ceux qui passent la frontière, autant de domaines qui posent problèmes et ces derniers sont faits pour être résolus. Il serait impensable qu'une agglomération comme celle de Genève, qui se veut la petite capitale du Monde, avec beaucoup d'atouts pour cela, et où chaque commune accueille des dizaines de nationalités, 140 à Meyrin, donne l'image d'une agglomération repliée sur elle-même, sur sa frontière.

Le mur de Berlin est tombé mais, depuis lors, on n'entend parler que de nouveaux murs un peu partout. Y compris ici, à Genève. Encourageons à abandonner les réflexes primaires du chacun chez soi. Cela rappelle l'Europe actuelle où chaque Etat rivalise d'égoïsme alors que la solution c'est plus d'Europe, une Europe de type fédéral, plus intégrée, plus sociale, plus démocratique, ce qui la rendrait aussi plus ouverte.

Notre société humaine est en pleine transition vers une société planétaire, mais la gouvernance ne suit pas, peine à suivre et les inégalités explosent. A chaque échelle, il faut inventer une nouvelle gouvernance. La construction de notre agglomération se situe dans ce contexte. Notre société doit pratiquer un équilibre entre les 3 composantes du développement durable : l'économique, le social et l'environnemental. Nous socialistes, pensons que, s'il y a conflit, la priorité doit être accordée au capital social, au capital humain : moins d'égoïsme et d'inégalités. La gouvernance doit être adaptée à cet objectif et on ne doit pas tout attendre de la seule puissance publique.

La première condition pour y parvenir, c'est de se parler, de se rencontrer. Les partis extrémistes ou ceux qui surfent sur la vague du rejet de l'autre ne trouvent plus aucun écho lorsque les gens se parlent, se rencontrent, se respectent, en un mot pratiquent le vivre ensemble. Cette rencontre d'aujourd'hui contribue à cette construction de notre maison commune, à l'échelle de cette agglomération transfrontalière de 2'000 km² et d'un million d'habitants et je remercie les organisateurs de l'avoir organisée, René Longet en particulier. Et en tant que citoyens proactifs, il espère que nous dégagerons des pistes d'action.

Fabienne Freymond Cantone, Conseillère municipale de Nyon et députée au Grand Conseil vaudois

Elle intervient en tant que voisine vaudoise et co-porteuse du projet de cette soirée. Nous espérons faire de cette soirée un évènement fondateur, un lieu d'échanges libre et militant, un espace où nous verrons que nous sommes d'accord sur presque tout, mais qu'il y a des points qu'il faudra approfondir, ensemble, pour construire un meilleur vivre pour tous.

Toute l'histoire de cette Rencontre démontre d'ailleurs cette volonté que nous avons de faire, mais aussi la difficulté de réaliser quelque chose de concret. Pour l'anecdote, tout commence avec l'invitation du PS de la Haute-Savoie, soit de Guillaume Mathelier, à des intervenants vaudois et genevois, Eric Voruz, René Longet et moi-même, à parler à une rencontre du PS de Haute Savoie, à Frangy, en septembre 2012. Nous nous sommes dits ensuite que nous avions plus à faire que de nous inviter de temps en temps à des Congrès.

Nos partis nous ont suivis dans cette volonté de dialogue, et ont nommé chacun une délégation pour le dynamiser. D'abord, nous sommes partis à vouloir nous positionner ensemble sur des grands sujets, économie, santé, ou institutions et nous avons tenté de produire des documents, mais cela s'est révélé rapidement une impasse. Nous avons dû constater que, oui bien sûr, nos valeurs sont les mêmes partout, mais que les agendas politiques de nos différentes régions étaient très différents et répondaient à des logiques différentes, suivant aussi que le PS y exerçait le pouvoir en majorité, ou pas.

La réflexion a été alors de créer quelque chose de pratique, d'humain, plutôt que de théorique. D'où l'idée d'un banquet républicain, avec à boire et à manger, quelques orateurs invités des diverses régions, et une prise de parole ensuite libre. Nous avons renommé cela Rencontre des PS transfrontalier et avons décidé que le thème de la frontière, soit «qu'est-ce qui nous unit? Qu'est-ce qui nous sépare?» était le plus évident, le premier à traiter.

Elle donne ensuite le point de vue d'une responsable politique de Nyon et députée du Canton de Vaud, qui croit en notre communauté de destin, qu'il y a quelque chose à faire pour cette région, région au sens large. Mais il va falloir se bouger. C'est son expérience au Copil de l'Agglo franco-valdo-genevoise, son travail sur des sujets d'aménagement du territoire et de transports dans l'espace lémanique, et tout récemment de l'organisation de cet événement de ce soir, qui lui font dire que nous avons encore du chemin à faire.

Genève a en effet tendance à se sentir comme LE centre, alors que cette ville et son canton est un centre, mais parmi d'autres. Pour mémoire, la France a beaucoup plus de frontières avec le canton de Vaud, que Genève. Aux réunions entre partenaires lémaniques, les intérêts vaudois et français sont le plus souvent convergents.

Oui nous savons que le MCG, et le sentiment d'une partie des Genevois d'être les oubliés de la croissance économique, leur repli, ne facilite ni le discours ni l'action d'ouverture que prône le PS. Cependant, c'est parce que nous nous connaissons bien dans toute cette région transfrontalière, lémanique, mais jurassienne aussi, région au sens large, que nous allons trouver les solutions pour dépasser les peurs. Notre réunion de ce soir démontre exactement cela : c'est ensemble que nous sommes forts, que nous nous tirons les uns les autres, nous nous rendons meilleurs les uns les autres. Au plaisir de travailler ensemble à la construction de cette région en y mettant notre cœur et nos valeurs.

Christian Dupessey, Maire d'Annemasse

Il existe de nombreux organes mais la gouvernance est dispersée et peu lisible. Il souligne les ratés de la coopération, notamment nous n'avons pas vu venir la contestation du financement des parkings, et perdu le vote de 2014 par manque d'engagement. Il est indispensable de mettre la vitesse supérieure entre socialistes et de montrer à la population que la stratégie de l'immobilisme de la droite et de la division du populisme est responsable de l'aggravation des disparités.

Guillaume Mathelier, Maire d'Ambilly

Comment peut-on avoir de l'empathie pour un enfant qui meurt à l'autre bout du monde ou proche de nos frontières, et croire que l'attitude que nous avons ici qui consiste au repli sur soi peut améliorer le bien de l'humanité ? L'internationalisme se vit aussi dans la proximité et les sentiments que nous devons avoir à l'égard de la misère humaine ailleurs sont ceux qui doivent nous animer ici pour éviter la misère intellectuelle et les sentiments de repli qui nous opposent artificiellement. Le MCG ou le FN nous amènent à Genève ou en France vers cette voie funèbre.

La faiblesse des partis gouvernementaux à œuvrer pour une vision qui dépasse la simple utilité économique sclérose notre bassin de vie. Il n'y a pas de complaisance à avoir avec ceux qui font de la peur leur fonds de commerce. Parce que nous sommes socialistes, nous ne pouvons pas rester inintelligibles sur la question de la frontière!

Qu'est ce qu'une frontière pour un socialiste ? Il y a eu un avant Etat-nation, il doit y avoir un post Etat-nation. Cela ne veut pas dire que ces efforts pour stabiliser le monde ou nous donner des repères doivent être anéantis, mais que nous devons le dépasser. Le politologue américain Benjamin Barber dans son livre «Et si les maires gouvernaient le Monde - décadence des états, grandeur des villes» souligne : *«Dans un monde surpeuplé aux différences trop marquées et à la solidarité trop fragile, la démocratie traverse une profonde crise. Les Etats-nations ont jadis, résolu les problèmes d'échelle dont souffrait la démocratie. Aujourd'hui, ils freinent la mondialisation. Le moment est donc venu de se demander sérieusement : les villes peuvent-elles sauver le monde?»*.

Et quand nous parlons de villes nous devons parler de grands ensembles urbains. Le Grand Genève ou l'espace franco-valdo-genevois est une bonne échelle. Comme le note encore Barber, *«les Etats résistent à toute collaboration transfrontalière»* et *«notre principal défi politique est donc de découvrir ou de créer des institutions alternatives, capables de s'occuper des problèmes toujours plus nombreux de notre monde interdépendant, sans renoncer à la démocratie garantie par les Etats-Nation»*.

Les socialistes avaient un cran d'avance dans ces idées. La décentralisation en France nous a permis de pousser efficacement des dossiers locaux pour le bien de nos concitoyens. Pourtant l'austérité budgétaire semble aujourd'hui être le seul sujet, mortifère pour une idée de communauté politique qui vise l'intérêt général. Nous devons à nouveau être moteurs sans quoi nous continuerons à nous fondre dans l'exécrable discours ambiant, en devenant inaudibles, et surtout sans saveur. De l'audace ! Voilà ce qu'il nous faut ! Du courage ! Voilà ce qu'attendent beaucoup de nos concitoyens ! De la méthode voilà ce que nous devons nous imposer pour briser, si ce n'est la frontière des Etats-nation, au moins celle présente dans nos esprits.

Ce forum sera un échec s'il n'est pas suivi d'actes socialistes. Ce forum sera un échec s'il n'est qu'un rassemblement éphémère de socialistes par-delà la frontière. Ce forum sera une réussite en revanche si nous sortons tous convaincus que nous devons agir dans nos sphères respectives pour plus de justice sociale, pour un rééquilibrage transfrontalier des politiques en matière de mobilité et d'urbanisme. Ce forum sera une réussite si nous travaillons ensemble. Nous devons faire de ce moment un moment fondateur du socialisme transfrontalier.

Un champ d'action qui nous tient à cœur et qui entre parfaitement dans la perspective et l'agenda sur les dérèglements climatiques de la COP21 à Paris : les transports. Accepter cette urbanité commune par-delà la frontière c'est comprendre et surtout affirmer que la mobilité est un sujet que nous devons prendre au sérieux. Le transport est une priorité contre l'étouffement. Nous dire aujourd'hui que les caisses sont vides et que le tram ne peut pas se faire côté français malgré les engagements genevois de départ est une hérésie. Non pas pour Annemasse et son agglomération mais bien pour toute la mobilité.

Quand nous devons réparer ce que nous aurions pu anticiper (bien que tardivement), nous le savons, cela coûtera encore plus cher. Des mécanismes fiscaux avec des répartitions France-Suisse peuvent se trouver pour financer le transport. Des fléchages de fonds pourraient s'organiser. En France notre taxe dit versement transport qui sert à construire notre maillage en transport en commun est défaillant car une grande partie de nos travailleurs travaillent sur Genève et un peu sur Vaud. Or ce sont les entreprises françaises selon leur nombre de salariés qui contribuent pour ce versement transport.

Devons-nous déplorer cette situation ou devons nous trouver des solutions pour que le transport soit un vrai transport transfrontalier, car nous aurions compris l'urbanité commune de notre territoire et attesté sans se renier la centralité de Genève et les responsabilités que cela lui impose en tant que cœur de métropole ? Pas d'arrogance, juste du pragmatisme pour tous nous sauver de futur péril urbain qui pousse ensuite certains à proposer des péages urbains. Pourquoi pas mais - pas sans des solutions concrètes et fortes pour développer la mobilité de demain.

Genève sait faire pour trouver des accords fiscaux. Je ne doute pas que nous pourrions à terme trouver une fiscalité commune pour financer un air libéré de sa pollution. Comme le souligne la philosophe de gauche Fabienne Brugère : *«Une vie réussie passe alors par des modes de vie qui aménagent le quotidien et privilégient la diversité des cadres de vie. Les 'modes de vie' qui mettent en avant les politiques des grandes métropoles insistent sur la mobilité, l'importance de la vie hors travail, les loisirs, le sport et la culture»*.

La mobilité est un amplificateur de la liberté individuelle. Ainsi dans ces espaces, précise Fabienne Brugère, *«la qualité des transports est primordiale, car la liberté de mouvement permet de passer de la sphère professionnelle à la sphère familiale ou amicale très facilement ; elle est ainsi en phase avec les nouveaux partages du privé et du public»*.

Nos partis socialistes doivent porter ce sujet car il est l'un des plus capitaux pour répondre à l'anxiété ambiante en redonnant du temps libre, du lien social, une appartenance au collectif et une structuration assumée politiquement d'un territoire géographiquement défini, mais dont les carences en matière de transport en commun à la frontière donnent la part belle à la mobilité individuelle qui enferme nos concitoyens dans un habitacle certes rassurant mais polluant, peu efficace et réduit à son inefficacité grandissante.

Il propose d'organiser une réflexion avec des députés socialistes des grands conseils et des élus locaux comme lui pour mettre sur la table des pistes concrètes de financement au-delà des désirs de rigueur budgétaires ambiants. L'action transfrontalière des socialistes doit changer d'échelle et mettre la régulation au cœur de son action.

Pierre-Yves Maillard, Président du Conseil d'Etat Vaudois

Réflexion sur la taille des Etats-Nation : Les prérogatives normatives de l'Etat-Nation ont énormément augmenté au 20^{ème} siècle. Plus le territoire est grand, plus le risque est grand que la capacité démocratique et le pouvoir effectif des citoyens se diluent. Il évoque l'enchevêtrement des normes et leur complexité accrue, qui nécessite un pilotage par les élus, or ceux-ci n'arrivent pas à vérifier les effets des décisions bureaucratiques sur le terrain si ce terrain est trop vaste.

Il pense néanmoins qu'il est vital d'accroître la coopération intercantonale ou inter-régionale là où cela est possible, comme dans le domaine de la santé ou des transports. Il a lui-même été un artisan résolu du grand nouvel hôpital du Chablais qui sera aux services des Vaudois et des Valaisans. En conclusion, les frontières - nationales, cantonales, régionales, locales - se chevauchent en permanence, mais elles sont indispensables à la démocratie, car elles délimitent les territoires de la légitimité. Sans frontière, pas de souveraineté, mais une frontière n'est pas un mur ! Les frontières sont aussi là pour être dépassées quand il le faut. Mais la fonction protectrice est essentielle, dans des territoires à taille humaine.

Géraldine Savary, conseillère aux Etats VD

Il ne faut pas oublier que l'Europe est le berceau des Etats-Nation. Aujourd'hui, la question est : comment construire une Europe politique qui respecte les Etats-Nation ? L'Europe ne doit pas être une coopérative de bureaucraties nationales, avec une aristocratie qui la dirige en privilégiant le capital par rapport au travail. Attention à la libre-circulation de la misère !!

On assiste à une transhumance des populations précarisées et l'Europe est associée à des concepts extrêmes et antagonistes comme l'«Europe forteresse» et «l'Europe citadelle». Régis Debray évoquait dans son ouvrage «l'Europe des frontières» la nécessité de frontières mobiles, non arc-boutées sur le principe national, mais aussi d'une protection et d'une délimitation, débat que la gauche a de la peine à mener.

Elle est en faveur de plus de solidarité transfrontalière mais considère que l'Europe est sur un mauvais chemin et que la frontière a aussi une fonction de protection. Elle évoque le vote historique récent au Conseil des Etats en faveur d'une politique transfrontalière des transports : 1,95 milliard de franc a été dégagé... 800'000 personnes en profiteront d'ici 2030. Ici, la Suisse alémanique a accepté de contribuer à un projet qui profitera probablement plus aux cantons latins !

Par ailleurs, elle souligne l'importance de la collaboration en matière de formation et en matière culturelle au niveau européen. Le vote du 9 février 2014 a fait planer de grosses menaces. Grâce au projet Horizon 2020, certaines garanties de coopération ont pu être maintenues. Même chose pour Erasmus. C'est très important pour la formation tertiaire en CH-Romande (pour l'UNIL, UNIGE, UNINE,...). Elle préside la Fondation pour la Musique Actuelle et conclut en évoquant le projet bien nommé... «Walk the Line» (transgresse la limite).

Carlo Sommaruga, Conseiller national PSG

L'Europe a été bâtie pour surmonter et dépasser les nationalismes et les dangers qu'ils font courir aux populations des Etats européens en position antagoniste. C'est un projet de paix et

de vivre-ensemble. Il ne faut donc pas avoir peur d'une dissolution des frontières, elles renaîtront sous d'autres formes, au bon endroit.

Il évoque le Conseil des Suisses de l'Étranger, fondation reconnue par la Confédération. Il explique que tous les niveaux de structure de gouvernance et de démocratie sont aujourd'hui étroitement imbriqués dans la vie des gens (le national, le régional, le cantonal, le local). Il donne des exemples concrets de cette imbrication. Cette tendance ira en s'accroissant.

Il insiste sur l'importance et les bénéfiques triés de l'élargissement des espaces démocratiques et des espaces culturels. Le festival de la Bâtie est un excellent exemple à notre échelle. Dans la région de Bâle/Saint-Louis, on a identifié des infrastructures qui peuvent être activées et servir au-delà des frontières. On y développe aussi des instruments qui vont aujourd'hui au-delà de la simple coordination.

Manuel Tornare, Conseiller national PSG

Il rend hommage à Ch. Dupessey pour sa légion d'honneur reçue la veille et remercie René Longet et Guillaume Mathelier pour leur constance dans l'engagement pour la plateforme socialiste transfrontalière. Le constat: le Grand-Genève est en panne. Il n'y a aucune vision globale sur la région franco-valdo-genevoise en matière de transport (le CEVA est une exception urbaine), le logement, d'aménagement, de santé, culture, etc...

Un peu d'histoire : une proposition de la députée PS Caroline Marti de construire des logements sociaux sur le Golf de Cologny avait fait sourire, mais renvoie à l'histoire de notre région, à ses contradictions, à ses disparités... celles de communes juxtaposées, catholiques savoyardes ou françaises depuis 1814, plus pauvres et sur-densifiées, et genevoises et protestantes depuis 1536, communes riches, se protégeant de l'urbanisation.

On commémore, dans un presque oubli, cette année les 200 ans de l'annexion des premières, dites Communes réunies. L'annexion forcée de ces communes catholiques se fit difficilement, l'intégration mit 100 ans, bien après le Kulturkampf qui les priva pendant 10 ans de lieux de culte, puis de clochers... (ça ne vous rappelle rien?)

Le Congrès de Vienne en 1815 les retira de leurs pays d'origine (Savoie et France) afin de créer le canton de Genève, il fallait des espaces pour créer un canton compact entre les différentes communes ou villages protestants (grenier agricole et viticole et lieux de résidences secondaires d'été pour les riches Huguenots de la ville) éparpillés en terre catholique. On créa aussi les Zones franches, couloir de 10 km de large autour du Canton pour atténuer les disparités fiscales, économiques et permettre la libre circulation... déjà!

La remarque de C. Marti nous renvoie donc, sans que certains le sachent, à ces incongruités de l'Histoire: une lutte des classes qui dépasse les conflits religieux et politiques et imprègne l'aménagement, d'un côté, la densification désordonnée pour les communes pauvres (les Communes Réunies), de l'autre, le maintien des espaces de détente, de villégiature et d'un bâti historique de prestige ou de décor pour les communes riches protestantes. Le Grand Genève subit encore à l'heure actuelle ces disparités dues à son histoire, au niveau de son aménagement, de sa politique des transports, du logement, de la culture, etc...

Contrairement à Bâle, le Conseil d'Etat actuel semble avoir mis le dossier du Grand Genève en hibernation! L'ensemble de la région genevoise mérite une réflexion sur une nouvelle approche institutionnelle: en commençant par une clarification du rôle de la Ville-centre qu'est Genève-Ville, comme l'a fait le Canton de Zurich. Puis, une clarification de l'institutionnalisation du Grand Genève, pas par des cénacles ridicules où s'affrontent deux rhétoriques, une française, une romande. Non, il faut une Assemblée consultative transfrontalière (VD/GE/FR) mettant sur la table les grands dossiers précités. C'est ainsi, dans un premier temps, qu'on affaiblira le débat émotionnel orchestré par le MCG ou le FN dont la polémique des impôts rétrocedés aux communes françaises limitrophes est un bel exemple.

Message de Jean-Jacques Queyranne, Président de la région Rhône-Alpes
Enregistrement.

Le président de région soutient fortement la coopération régionale transfrontière, soulignant la nécessité de donner une dynamique nouvelle aux projets communs, qui parfois avancent trop lentement, et aussi sur les enjeux de cofinancement. Il se réjouit de la rencontre des socialistes au-delà des frontières et souhaite plein succès à l'événement.

Conclusions/récapitulation René Longet

Les exposés des orateurs ont permis de souligner l'importance de l'enjeu de la « territorialité politique » et de la bonne échelle de la gouvernance. Les enjeux autour de cette territorialité sont multiples : ils sont philosophiques, historiques, identitaires. Il constate un besoin de poursuivre la réflexion au sujet de la frontière, de sa signification et de son dépassement. Même chose pour la territorialité politique.

A travers les accents divers qui ont été donnés sur ces enjeux, un consensus qui dégage néanmoins: le fédéralisme doit être notre référence, la frontière est nécessaire mais il faut aussi être capable de la dépasser ; et il faut qu'elle soit au bon endroit. Autre conclusion qui se dégage: une structure trop vaste ne permet pas à la démocratie (de proximité) de prospérer. La coopération doit être favorisée, tout comme la démocratie de proximité. L'Europe que nous voulons est l'Europe des régions, l'Europe fédéraliste, permettant la coopération depuis la base, sur le terrain.

Questions récurrentes :

- Quel est le bon territoire pour notre agglomération ?
- La frontière est-elle au bon endroit ?
- Ce territoire est-il bien gouverné ?
- Est-ce que les personnes qui y vivent ont ou ressentent une identité commune ?

Il faudra imaginer des frontières à géométrie variable, en fonction des territoires de vie. Que le parlement national redessine les régions comme cela vient de se faire en France serait impensable en Suisse : c'est la différence entre le fédéralisme nécessairement pensé du bas vers le haut et la décentralisation concédée et décrétée depuis le haut. Un parlement transfrontalier - qui pour beaucoup est considéré comme une utopie - est toujours d'actualité (comme l'a mentionné Manuel Tornare) pour incarner ce territoire de vie qu'est le Grand Genève. La dernière fois qu'on a touché aux frontières c'était il y a 200 ans, c'est donc possible.

Le transport est un enjeu important. Jusqu'où iront les prochains trams ? Iront-ils comme prévu au départ jusqu'à Annemasse, Ferney et Saint-Julien ? Les parlementaires fédéraux ont peut-être une partie de la réponse. Mais la culture et la formation le sont tout autant : on peut monter des projets concrets dans bien des domaines et la coopération ne se limite pas aux projets d'infrastructure.

Il faut maintenant passer la vitesse supérieure, et développer des positions communes aux quatre formations : PS genevois, PS vaudois, PS de l'Ain et PS Haute-Savoie, montrer aux populations qu'on agit ensemble selon les territoires de la vie réelle.

Monique Boget, ancienne Maire de Meyrin, remet un bouquet de fleurs à chacun-e des intervenant-e-s.

Interventions du public

Jean-Loup Kastler, pays de Gex

Il évoque la structure « CLD » du pays de Gex et son cahier pédagogique du Grand Genève qui est encore trop méconnu en particulier à Genève. Il évoque le retard de Genève par rapport à l'agglomération franco-bâloise. Bâle est, selon lui, plus généreuse avec son voisin français que ne l'est Genève. Il évoque aussi la « passivité » de la gauche romande dans le cadre de l'Initiative contre l'immigration de masse. Les affiches du MCG n'ont pas été suffisamment dénoncées. Le Parti socialiste genevois aurait dû davantage faire entendre sa voix (la présidente du PSG Carole-Anne Kast lui répondra directement dans la partie informelle).

Myriam Constantin, vice-présidente du Forum de l'agglomération, Thonon

Selon elle, les frontières handicapent les territoires de vie. Ce sont dans les «territoires de vie» qui sont partagés que les principes fondamentaux de respect et de solidarité peuvent être stimulés le plus.

Wouter van Ginneken, Président, Parti du Travail néerlandais, section Genève, membre du City group à Genève du Parti des Socialistes Européens (PSE)

Il faudrait effectuer une cartographie des besoins transfrontaliers en matière de formation pour mieux harmoniser l'offre de formation avec les emplois à pourvoir, par exemple par rapport au secteur médical. En plus, il y a encore beaucoup d'autres enjeux en matière de coopération transfrontalière - comme la mobilité et les infrastructures. Au-delà des investissements dans les infrastructures de transport, il est aussi nécessaire de réduire les besoins de déplacements, par exemple en développant davantage le réseau de la fibre optique et en réduisant les coûts de la communication (roaming) ; il faudrait un tarif unique - ou au moins réduit - pour le Grand Genève.

Sylvain Thévoz, conseiller municipal en Ville de Genève

Il a entendu une belle diversité de points de vue - certains discours étaient pro-européens, d'autres quasiment souverainistes - mais il n'y a pas eu de réflexions sur la précarité et les classes sociales (cf. comment percer le plafond de verre ?) qui est une autre frontière, autrement plus difficile à dépasser.

Michel Fabre, conseiller municipal de Meyrin

Il regrette la difficulté de tenir un langage commun de deux côtés de la frontière, surtout en période électorale. Il semble que la coopération transfrontière n'intéresse pas les élus de terrain, et ne soit pas considérée comme payante électoralement. Le Forum transfrontalier de la société civile aurait besoin de militants, pas seulement de représentants des entreprises (qui s'impliquent en nombre).

René Longet

Il répond à Michel Fabre en évoquant la nécessité de faire connaître au sein du PS l'organigramme de la coopération transfrontalière, pour que les socialistes puissent mieux s'impliquer dans les divers organismes existants, notamment à travers le monde associatif où ils sont souvent bien implantés. A partir du Forum transfrontalier, les socialistes engagés dans la société civile pourraient tout à fait s'impliquer dans des groupes de travail.

Par ailleurs il considère que par exemple arriver à un accord qui permette de prolonger le tram du CERN à St-Genis pourrait tout à fait être un bon point dans le bilan d'un élu...

Lucile Hanouz, PS Ain

Se réjouit de cette rencontre et rappelle les enjeux sociaux et de participation de la société civile, il ne faut pas l'oublier.

Lydia Schneider-Hausser, députée au Grand Conseil Genève

Cette rencontre a abordé des points où nous nous entendons, mais restent des sujets qui fâchent : dumping social et salarial, sous-enchère salariale et sous-enchère des prix à la consommation (centres commerciaux qui cassent les prix). Chacun cherche son avantage et cela ne donne pas un ensemble cohérent. Elle pense à la concurrence entre résidents genevois et ceux qui viennent travailler à Genève en résidant en France, mais aussi entre ceux qui résident en France en y travaillant et ceux qui résident en France tout en travaillant en Suisse. Il ne faut pas craindre d'aborder ces questions pour trouver des réponses communes.

René Longet demande aux présents de lever la main en fonction de leur provenance et constate que 50% environ de l'assistance est venue de France, un tiers du canton de Vaud et le solde de Genève. Il clôt la partie discussion à 20h30 en soulignant que le débat ne fait que commencer, et en donnant rendez-vous pour de nouvelles rencontres. Il indique que les membres de la Plateforme transfrontalière socialiste feront prochainement des propositions aux 4 partis concernés pour définir la suite.